

# **GUATEMALA - « Je ne veux pas devoir rechercher des cadavres dans la terre. » 70 familles q'eqchi' vivent dans une zone dangereuse**

Elsa Coronado

jeudi 30 janvier 2025, mis en ligne par [Françoise Couëdel](#)

12 décembre 2024.

[...]

Margarita a 56 ans et, à la date de ses deux derniers anniversaires, elle n'a pas manqué de se souvenir de la nuit du désastre qui s'est produit en juillet 2022. Ses souvenirs sont précis. « Le tonnerre retentissait. On entendait des boum, boum. Il y a eu un glissement de terrain à 10 h du soir et un autre à 1 h du matin. Tout a été envahi par l'eau et la terre a enseveli ma maison ». Sa maison avait des murs en dur, chose rare en cet endroit. Elle a perdu son lit, ses souvenirs, quelques meubles, ses vêtements, ses papiers, tout a été recouvert par une boue épaisse. Les planches et les tôles dont était faite sa petite maison ont été détruites. C'était le fruit d'une vie de travail.

Cette nuit-là et jusqu'à l'aube, les membres du Conseil communautaire de développement (Cocode) ont dû prêter secours à 13 familles qui ont perdu leur bien. Margarita, son mari et leur fils de 16 ans ont abandonné la zone du désastre pour aller se réfugier dans l'école. Ils y sont restés deux semaines et ont ensuite cherché un moyen de survivre.

Tous les jours elle remercie d'être en vie mais dans la situation où elle se trouve la tristesse est inévitable. Elle vit dans la maison de son fils, qui travaille en dehors de la commune, mais qui ne lui appartient pas. « Où puis-je aller autrement s'il n'y a pas d'argent ni où aller ? Tu verrais quand il pleut, ce sont des torrents d'eau, ça me fait peur », dit-elle en espagnol, sa seconde langue.

Son mari a 60 ans, un âge auquel les chances de trouver du travail au champ sont réduites. Margarita doit résister à la peur quotidiennement. Tous les jours elle doit marcher 10 minutes pour atteindre le nixtamal, la machine où le maïs est transformé en pâte pour les tortillas. Sur son passage elle voit les restes de sa maison. En sandales elle parcourt des chemins étroits et accidentés. À la saison des pluies un faux pas peut la précipiter dans le ravin.

À San Pablo on circule par des chemins que les habitants ont tracés et où ne peut passer qu'une seule personne à la fois. À certains endroits il faut affronter de fortes pentes, des montées, des passages à peine de la largeur des deux pieds. Margarita est souple. Elle avance rapidement et a mémorisé les endroits où elle peut poser les pieds.

Elle est inquiète pour sa vie mais aussi pour celle de sa maman de 82 ans qui ne peut plus marcher et qui dépend complètement d'elle. Après la tragédie elle a demandé à son mari de la porter d'une maison potentiellement menacée jusqu'à celle où elle vit maintenant. Mais si une nouvelle tragédie se produit, « Comment allons-nous la sortir de là ? » se demande-t-elle.

Pour parvenir jusqu'à cette communauté il faut monter à pied pendant 20 à 30 minutes depuis la route goudronnée. Le trajet commence au kilomètre 257 de la route qui mène du village de Telemán jusqu'au

centre municipal de Panzós. La durée de marche dépend des conditions physiques de celui qui fait ce trajet. Les enfants peuvent mettre plus de 30 minutes pour monter jusqu'à l'école qui est située tout en haut.

Neuf mois par an les enfants de ceux qui n'ont pas voulu rester dans la zone en danger doivent monter jusqu'à la seule école où ils peuvent être scolarisés. Ces enfants sont ceux des familles qui se sont installées sur une terre, au bord de la route principale. Le terrain est en plaine et là les gens y semblent plus heureux.

Plusieurs habitants de San Pablo et d'autres communautés se sont organisés pour s'installer dans cet endroit qu'ils ont baptisé « 20 octobre », mais pas en souvenir de la révolution de 1944. C'est par hasard que c'est à cette date qu'a été créée l'organisation communautaire pour exiger le droit à la terre. Ils sont des déplacés, même si sur eux pèse aussi d'être appelés des usurpateurs car ils se sont installés sur une propriété privée qui n'est pas occupée depuis des années.

C'est un jour de juin. Angustia Ax Cuz, travaille au nettoyage des épis de maïs fraîchement récoltés. Au milieu de la matinée elle a déjà égrené les épis. Le maïs reste plusieurs heures à l'air libre pour sécher et elle l'amasse pour le nettoyer et les emballer. C'est une travailleuse rurale, de 32 ans, épouse et mère de trois filles qui veut que cette terre soit son lieu de vie permanent. Pour elle le rêve communautaire, familial et personnel est clair. « Nous luttons pour la terre, je rêve qu'on ait ici une école, de l'eau potable et que nous puissions nous en sortir. Nous voulons vivre sur cette terre avec nos enfants et ne plus nous déplacer. J'aimerais avoir une grande maison, une famille joyeuse ». Tous espèrent que le Comité d'unité paysanne les aide à avoir un contact avec le gouvernement de Bernardo Arévalo pour négocier et acheter la propriété.

Entourée d'autres femmes qui travaillent à la récolte et des animaux domestiques qui se promènent au milieu d'elles, Angustia pense à ses filles de 17 et 14 ans, qui ont dû abandonner leurs études pour pouvoir travailler et aider la famille. Un avenir qu'elles espèrent vite voir changer.

## **Une pétition qui n'a été écoutée qu'au bout de deux ans**

L'histoire de San Pablo est un exemple de l'absence de développement dont souffrent hommes et femmes. Tous en cet endroit travaillent, mais sont pauvres, ils vivent dans des maisons au sol en terre battue, aux murs de planches et toits de tôle et ont un accès limité à l'éducation. À cela il faut ajouter qu'ils vivent dans une zone à risque.

Un des facteurs qui explique pourquoi ils se trouvent dans cette situation est le refus d'accès à la terre qui est fait à la population maya q'eqchi. La région du Valle del Polochic est connue pour les luttes indiennes pour l'accès à la propriété. La précarité s'aggrave par ce que dans cette région la probabilité d'inondations et les glissements de terrain est forte. Et les populations, comme celles de San Pablo, faute d'avoir le choix se voient obligées de s'installer sur des zones à risque.

Efraín Félix Caal, qui est le coordinateur du Cocode et de la Coordination locale récemment créée pour la réduction des désastres (Colred) dit que cette terre a été habitée par obligation. Son père faisait partie des 16 adultes âgés qui ont reçu cette terre en paiement de leurs années de travail.

« Le patron n'a pas voulu leur donner de l'argent mais de la terre en guise de paiement », dit Félix. Des 16 bénéficiaires seuls trois sont restés pour y vivre, le père de Félix entre autres. Les autres ont vendu leur terre et c'est ainsi que cette zone a commencé à se peupler. Elle compte actuellement 70 familles sur ce territoire. Le 14 juillet 2022, Félix s'est dit : « Je ne veux pas avoir à rechercher des cadavres dans la terre ». Il s'est imaginé en train de creuser pour sortir des morts ensevelis sous la boue et a pris peur.

Ce jour-là il a envoyé une pétition à Óscar Estuardo Cossío Cámara, secrétaire en chef de la Conred du gouvernement de Alejandro Giammattei, pour lui demander d'envoyer des spécialistes afin qu'ils évaluent la situation de San Pablo et cherchent des solutions.

« [...] Nous sommes des familles qui habitons dans des maisons construites sur des terrains accidentés, instables, avec de nombreux glissements de terrain, effondrements et coulées de boue dus à l'abondance des pluies... Nous sommes inquiets qu'au cours de cet hiver puisse survenir un glissement de terrain, que des maisons se trouvent ensevelies et qu'il y ait des pertes humaines. En raison des événements précédents nous sollicitons votre aide pour qu'on envoie une équipe d'ingénieurs professionnels pour qu'ils fassent une évaluation générale de nos parcelles pour déterminer s'il est recommandable de continuer à habiter en ce lieu (*sic*) ».

Le maire d'alors, Ernesto Ramírez, a appuyé la démarche et envoyé un courrier à Conred le 18 juillet. Ce document a reçu une réponse. On ne sait pas à quelle date précise a eu lieu la visite de terrain, mais le document REF. DMI 555-2023 prouve que l'inspection a été effectuée en 2023.

Ce compte rendu, auquel a eu accès Plaza Pública fait 10 pages. Il comprend des images satellites de Google earth pro, de drones et des photos en plans larges de la communauté, avec des détails sur le terrain et les raisons des glissements. Le terrain de San Pablo est rocheux et argileux. En certains endroits avec des pentes de 25 à 35 degrés et de 35 à 42 degrés d'inclinaison dans d'autres. Les techniciens ont signalé que San Pablo est à la limite d'une zone montagneuse et construite sur un pic ou une crête bordée de flancs abrupts.

C'est un terrain qui a été travaillé pour y installer des maisons, sans moyen d'évacuer les eaux de pluie ou celles à usage domestique, qui a été déboisé et avec de fortes pentes. En conclusion il ne devrait pas être habité. Raison pour laquelle la Conred a recommandé la relocalisation. Elle a suggéré aussi d'éviter de travailler le terrain, pas même pour bâtir des murs de contention parce que bien qu'il soit invisible le risque est actif. Elle a suggéré aussi de reboiser et d'éviter d'exploiter davantage de terre pour un usage agricole.

Le rapport n'est pas parvenu dans les mains du maire Ernesto Ramírez, qui a abandonné sa charge le 14 janvier 2024. Efraín Félix, le responsable communautaire qui était à l'origine de la gestion n'a pas eu de réponse non plus. David Monterroso, le directeur actuel de Limitation et prévention des risques de la Conred, a révélé que les autorités du gouvernement d'Alejandro Giammattei, n'ont pas remis officiellement ce rapport pas plus que beaucoup d'autres encore. La Conred n'a pas confirmé la quantité des dossiers qui sont restés dans les archives mais a précisé que les responsables de la gestion de ce dossier étaient César Micheo, directeur de Limitation et prévention des risques, Thylma Chamarro, responsable en second. Et au titre de supérieur, Walter Monroy, sous secrétaire de Gestion et réduction des risques de la Conred pendant l'administration d'Oscar Estuardo Cossío Cámara, un général en retraite de l'Armée.

En dépit de l'existence de ce rapport si important et de la gravité de l'omission, les autorités actuelles n'ont pas communiqué sur les actions qu'elles mettront en œuvre. Elles n'ont pas dit si elles dénonceront les autorités antérieures pour ne pas avoir rempli leurs missions, étant donné que ce cas n'est pas le seul qu'elles ont relevé.

Sous le commandement de David Monterroso, directeur de Limitation et prévention, le personnel de Conred a repris le rapport de San Pablo, l'a validé et entre octobre et novembre, l'a remis au maire actuel de Panzós, Jorge Choc Ac, à Efraín Félix, le leader communautaire ainsi qu'à la Direction départementale de l'éducation de Alta Verapaz, pour qu'elle assure le suivi des installations de l'école.

La Conred laisse entre les mains des membres de la communauté et de la mairie la solution à cette situation à risque car c'est la procédure que requièrent la loi de Conred et celle des Conseils au développement.

Monterroso dit que c'est au maire de gérer les démarches suivantes parce que, en tant qu'autorité locale, « il peut gérer le suivi d'une opération de récupération jusqu'à transmettre la gestion au niveau hiérarchique suivant où la compétence est transférée à la gouverneure par le biais du Conseil département du développement.

Néanmoins, l'ex-secrétariat de la Conred et son consultant en gestion de projets, Alejandro Maldonado, a indiqué que la Conred peut faire plus. « Sa fonction va au-delà d'émettre un rapport et de le transmettre. Il doit offrir un soutien technique et scientifique aux communautés et aux maires. »

## Une dette pour ce qui est de la prévention

Efraín Félix se plaint du manque de réponse des autorités. « Ni d'en haut, ni d'ici (il ne reçoit de solutions). C'est volontiers que nous assumons cette responsabilité parce qu'ils ne nous aident pas » dit-il en le déplorant ». Il manifeste sa lassitude.

Outre le fait d'être le coordinateur du Cocode, il ajoute à son travail volontaire le fait d'être le responsable de la Colred, c'est-à-dire la Coordination locale pour la réduction des catastrophes.

Fort de l'autorité qui est la sienne il a demandé à la Coordination municipale pour la Réduction des désastres (Comred) que dirige le maire Jorge Choc, de faire les démarches pour accéder au président et chercher une solution. Il a pris contact avec l'entreprise Energuate, qui fournit l'énergie électrique au secteur, pour que soit déplacé un pylône électrique qui fournit de l'énergie au secteur, qui est situé en face de trois maisons, ce qui leur fait courir des risques en cas de glissement de terrain, mais sa demande n'a pas abouti. « Ils ne tiennent pas compte des intérêts des gens. Si vous aviez votre maison sous ce pylône, que penseriez-vous s'il se mettait à pleuvoir ou à tonner ? » dit-il.

Ce que demande ce responsable communautaire est la prévention contre les morts, les dommages physiques et matériels. Sa vision coïncide avec celle que préconise le Cadre de Sendai, un instrument international de l'année 2015 qui présente sept objectifs que les pays doivent atteindre d'ici 2030 pour réduire les risques de catastrophes.

Ces objectifs impliquent de diminuer la mortalité, le nombre de personnes affectées, les pertes économiques dues aux catastrophes. Réduire les risques pour les infrastructures vitales, créer des stratégies de réduction de risque à l'échelle nationale et locale, améliorer les mécanismes d'aide internationale et augmenter la disponibilité des systèmes d'alerte préventive.

La Conred n'est pas préparée à la prévention elle est uniquement orientée sur les interventions d'urgence. C'est ce qu'a dit à Plaza Pública la sous-secrétaire de Gestion pour la réduction des risques, María Ángela Leal. La situation d'abandon institutionnel dans laquelle se trouve San Pablo l'atteste.

En 2022, les autorités de la Conred, les mêmes qui ont classé sans suite le diagnostic technique de San Pablo, ont présenté un rapport volontaire pour informer du respect des objectifs du Cadre de Sendai [\[1\]](#). Elles ont annoncé la création d'un Cadre national de récupération, l'établissement d'Instances municipales de gestion intégrale des risques de catastrophes, la souscription à des assurances pour pertes et risques, l'augmentation du nombre de sièges de Conred.

Ils ont affirmé qu'ils avaient renforcé la gestion du risque au niveau municipal, mais à Panzós ils sont loin d'être dotés des outils et des ressources pour répondre aux besoins de la population. Le maire, Jorge Choc, a dit qu'il ne dispose d'aucune ressource pour venir en aide aux communautés.

Bien que sa ville souffre tous les ans d'inondations dues au débordement du fleuve Polochic et que des centaines de personnes risquent d'être emportées ou de mourir en traversant le fleuve pour se mettre à l'abri, il n'a même pas les moyens d'acheter des barques pour les transporter en cas d'urgence. Il n'a pas la possibilité de déplacer les 70 familles de San Pablo ni d'installer des canalisations pour évacuer les eaux pluviales ou les eaux usées des foyers.

Efraín Félix dit qu'ils n'ont eu en réponse que des paroles sur la possibilité d'identifier le risque et de se mettre hors danger en cas d'urgence. Tout aussi important est que la population soit informée sur la façon d'identifier les risques et d'évacuer mais, deux ans après le glissement de terrain, il n'y a aucune action concrète.

Panzós n'a pas de plan d'aménagement du territoire et la communauté ne dispose pas d'instruments techniques pour détecter les risques en période de pluie ou de sécheresse. Dans le rapport de la Conred sur le Cadre de Sendai a été reconnu qu'il fallait travailler davantage à la « réduction des risques récurrents », entre autres des inondations et des glissements de terrain.

Ces deux phénomènes semblent les plus importants de ceux qui ont touché le pays de 1998 à 2015, selon l'outil Administration et gestion des données, qui recense les désastres au niveau mondial et est rattaché au Bureau des Nations unies pour le risque des désastres (UNDRR en anglais).

Selon ce rapport les glissements de terrain ont provoqué 1200 morts en moins de deux décennies et des pertes économiques de 18 millions de dollars. La Conred a déclaré en 2022, dans le rapport volontaire sur le Cadre de Sendai que l'impact des désastres les plus récents, en termes de pertes, est semblable à celui des événements survenus il y a plus de 10 ans. L'administration d'Oscar Estuardo Cossío Cámara, qui officia comme secrétaire de Conred sous le gouvernement d'Alejandro Giammatei, l'a présenté comme une réussite alors que c'était une tragédie.

Au Guatemala ne sont toujours pas réparés les dommages qu'a laissés une catastrophe que survient une nouvelle à laquelle faire face. Après le cyclone Mitch qui a dévasté le pays en 1998, d'autres désastres ont eu lieu. L'effondrement de Panabaj, Santiago Atitlán, en 2005 ; le glissement de terrain dans la communauté d'El Cambray, à Santa Catarina Pinula en 2015. L'éruption du volcan en 2018, entre autres, le glissement de terrain dans le village de Quejá, à San Cristóbal Verapaz en 2020 lors des ouragans Eta et Iota.

Efraín Félix, le responsable de la communauté de San Pablo tremble en pensant que celle-ci pourrait être sur la liste. C'est pour cela qu'il ne cesse d'exiger qu'on l'écoute. Tandis que la machine gouvernementale s'active cette communauté est soulagée car la saison des cyclones de l'Atlantique est terminée. Cette année au moins ils ont survécu.

---

Édition du texte en espagnol de **Carol Zardetto**.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) :

<https://www.plazapublica.com.gt/ambiente/informacion/no-quiero-recoger-cadaveres-entre-la-tierra-70-familias-qeqchi-viven-en-zona-de>.

---

## Notes

[1] Le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 a été adopté lors de la troisième Conférence mondiale des Nations Unies à Sendai, au Japon, le 18 mars 2015. Il est le résultat des consultations des parties prenantes lancées en mars 2012 et des négociations intergouvernementales de juillet 2014 à mars 2015, soutenu par le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe à la demande de l'Assemblée générale des Nations unies - NdIT.